



N° 8 - octobre 2008

Les comptes économiques de la Martinique en 2007

## La croissance s'essouffle

Éric MORIAME et Florence FRENET, INSEE, Direction Antilles-Guyane

La croissance du Pib de la Martinique est estimée à 0,9 % en 2007. Un mauvais résultat dû à la faiblesse de la consommation des ménages, à la contraction du commerce extérieur et à la chute des exportations agricoles au second semestre.

Après 3 années consécutives de croissance robuste, le Produit intérieur brut (Pib) de la Martinique n'a progressé que de 0,9 % en monnaie constante. Son rythme de progression, nettement inférieur au rythme moyen de ces 12 dernières années (3 %) est le plus faible enregistré depuis le début des années 90. Le Pib par habitant progresse de 0,3 % compte tenu d'une croissance démographique estimée à 0,6 % en 2007.

Si le cyclone Dean a bien eu une influence sur les prix en fin d'année (+3,4 % en novembre et +2,9 % en décembre en glissement annuel) et sur les mauvais résultats du commerce extérieur, l'économie a souffert en premier lieu de la faiblesse de la consommation des

ménages. Déjà ralentie en 2006, elle stagne en 2007 (+0,3 %) et ne contribue qu'à hauteur de 0,2 point à la croissance. Les revenus ont peu augmenté, et les tensions sur les prix sont restées vives : les prix à la consommation ont ainsi progressé de 2,4 % en moyenne annuelle.

Dans ce contexte, l'investissement, en hausse de 5,5 %, est pour la deuxième année consécutive l'élément moteur de la croissance martiniquaise : il contribue pour 1,3 point à la hausse du Pib. Les dépenses publiques de fonctionnement (+2,9 %) ont également soutenu l'activité. Au total, sous l'effet cumulé de la hausse des prix et de la faible croissance de l'activité, la valeur du Pib martiniquais a progressé de 3,1 % pour s'établir à 7,9 milliards d'euros.

### En 2007, le Pib augmente de 0,9 % en volume

Les principaux agrégats et leur évolution, en milliards d'euros courants

	2006	2007	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut.....	7,6	7,9	0,9	2,2	3,1
Consommation des ménages.....	4,7	4,8	0,3	2,5	2,8
Consommation des administrations publiques.....	2,9	3,1	2,9	2,3	5,3
Investissement.....	1,8	1,9	5,5	1,4	7,0
Imports de biens.....	2,6	2,6	-0,6	1,0	0,3
Exports de biens.....	0,6	0,4	-29,3	3,0	-27,2
Dépenses de touristes.....	0,3	0,3	0,0	0,8	0,8

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

### Comptes Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

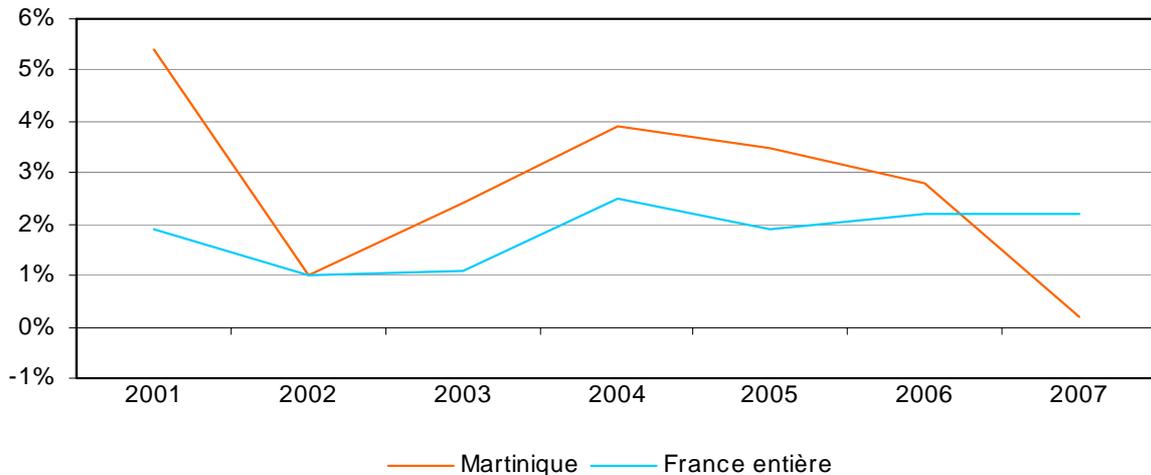
#### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2007 de la Martinique repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



## La chute des exportations pèse sur la croissance

Taux de croissance du Pib en volume, en %



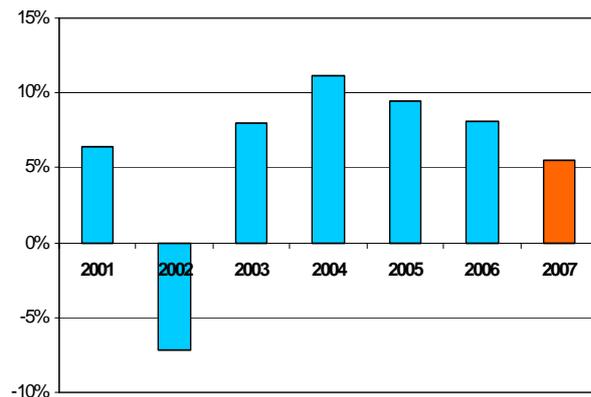
Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

### L'investissement principal moteur de la croissance

En dépit d'une progression moins vive qu'en 2006, l'investissement ressort à nouveau comme l'élément moteur de la croissance martiniquaise : il augmente au rythme élevé de 5,5 % en volume. Les 1,9 milliard d'euros investis dans l'économie participent à hauteur de 1,3 point à la hausse du Pib.

### L'investissement fléchit, mais reste dynamique

Évolution de l'investissement, en volume et en %



Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

Ce dynamisme est essentiellement le fait des entreprises et des collectivités locales : leurs encours de crédits à l'équipement respectifs progressent au rythme soutenu de 14,8 % et 21,8 %. Les commandes de biens d'équipement augmentent de 7,5 % en volume.

L'investissement public est plus dynamique qu'en 2006 : les dépenses d'équipement des collectivités locales augmentent de 13 à 15 %. L'investissement immobilier est toujours bien orienté, mais en léger retrait notamment sur le segment des logements neufs : il progresse de 3,2 % en volume, après 3,5 % en 2006. Dans le neuf, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel reculent de 6,5 %. De son côté, l'investissement en logement des ménages martiniquais se maintient à un niveau élevé (350 millions d'euros), grâce à l'endettement : les encours de crédits à l'habitat des ménages progressent ainsi de 13,5 % en 2007 (+1,5 point par rapport à 2006).

Au final, le taux d'investissement, de 23,9 %, est supérieur à la moyenne nationale (21,5 %) pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive.

### Les dépenses publiques soutiennent l'activité

Second moteur de la croissance 2007, les dépenses publiques de fonctionnement augmentent de 2,9 % en volume, après 2 % en 2006 et 5,1 % en 2005. Elles soutiennent efficacement l'activité, en contribuant pour 1,1 point à l'augmentation du Pib. Les dépenses totales de l'État dans le département augmentent de 5 % sur un an : elles s'élèvent à 2,6 milliards d'euros. Les dépenses des collectivités locales et des établissements publics locaux sont également bien orientées : leurs charges de personnel augmentent de 6 % en valeur, hausse en partie liée au plan de titularisation des contractuels, et leurs autres dépenses de fonctionnement de 5 %.

## L'économie de la Martinique en 2007

### La consommation des ménages marque le pas

L'économie martiniquaise a souffert en premier lieu de la faiblesse de la consommation des ménages. Déjà ralentie en 2006, elle stagne en 2007 (+0,3 %) et ne contribue qu'à hauteur de 0,2 point à la croissance. Les contraintes de revenus ont été fortes : le SMIC a été revalorisé de 2,1 % au 1<sup>er</sup> juillet et le salaire minimum dans la fonction publique de 2,2 %, la masse salariale progresse modérément (de 1,2 %, contre 2,3 % en 2006), tout comme les prestations sociales versées (+1,1 %).

Dans le même temps, la hausse des prix à la consommation de 2,4 % en moyenne annuelle, aussi élevée qu'en 2006 et supérieure à celle de la France métropolitaine (+1,5%) et à la Guadeloupe (+1,3%), a pesé sur la consommation. Les prix sont tirés avant tout par ceux des services, et des produits frais au second semestre. Après la forte hausse de 2006, les prix de l'énergie et des produits pétroliers augmentent de façon modérée.

### Moindre progression des prestations sociales

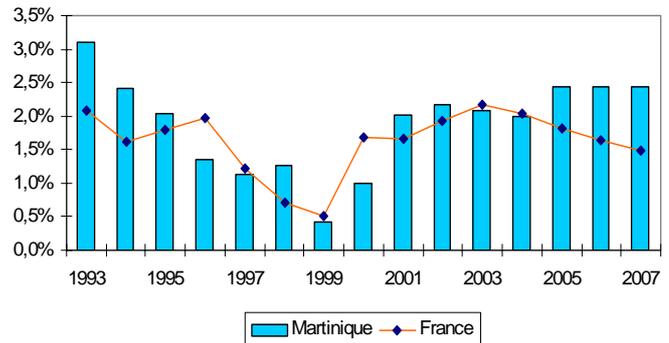
Les prestations sociales, qui représentent près du quart du revenu disponible brut des ménages, ont augmenté de 1,1 %, contre 4,2 % l'année précédente. Le montant des allocations chômage versées par les Assedic baisse pour la seconde année consécutive : il s'élève à 161 millions d'euros, en recul de 3 %. Cette évolution est à rapprocher de l'amélioration de l'emploi et de la nouvelle convention d'assurance chômage entrée en vigueur en 2006. A fin décembre 2007, 18 400 personnes bénéficiaient néanmoins d'allocations, soit une croissance de 2 % en partie due à la mise au chômage technique en fin d'année de la majeure partie des salariés de la filière banane suite au passage du cyclone Dean.

Le montant des prestations versées par la Caisse d'allocations familiales a augmenté de 3,6 % contre 5,7 % en 2006. Ce ralentissement relatif marque la fin de la montée en charge de la Prestation Accueil du Jeune Enfant (PAJE), et l'alignement sur la métropole de l'Allocation de Parent Isolé (API). Le nombre de bénéficiaires du RMI est en repli de 2,5 %. En revanche les allocataires du RSO<sup>1</sup> augmentent de 10 %. Le coût global du dispositif avoisine les 165 millions d'euros.

<sup>1</sup> qui concerne les plus de 50 ans, au RMI depuis plus de deux ans

### L'inflation reste élevée

Évolution de l'indice des prix, glissement annuel en %



Source : Insee

Les immatriculations de véhicules neufs progressent de +3,8 %, et le chiffre d'affaires de la grande distribution, porté par l'ouverture de deux nouveaux hypermarchés, augmente de +9,3 %. Mais les ménages ont rogné sur leur consommation de carburant, les réparations automobiles (-1 %), ou le poste sucre, rhum et alcools (-2 %).

### Valeur ajoutée des branches

Évolution en volume en 2007

Branches	Valeur ajoutée en volume
Primaire	- 25,0%
Industrie (yc énergie)	- 4,6%
Construction	3,0%
Services marchands	1,3%
Services non marchands	2,8%

Source : Insee - Cerom - Comptes rapides

### Le BTP et les services ont bien résisté

Le secteur du BTP est resté l'un des plus dynamiques en 2007, avec une croissance de 3 %, après 3,3 % en 2006. Il retrouve le niveau de création de richesse du début des années 2000 (plus d'un demi-milliard), en raison du dynamisme de l'investissement et des travaux de remise en état effectués après le passage de Dean. La valeur ajoutée de la branche énergie recule de 17 %, en partie du fait de l'arrêt pour entretien quinquennal de la raffinerie. L'industrie (hors énergie) croît de 1,1 %, tirée par la bonne santé des industries de biens d'équipement (+3,2 %).

## L'économie de la Martinique en 2007

Hors commerce, en repli de 0,5 %, les services gagnent en moyenne 1,8 %. Les services financiers et immobiliers progressent de 2,4 %, ceux rendus aux entreprises de 1,6 %.

### Une année touristique en berne

Après la relative embellie de 2006, le secteur touristique a particulièrement souffert en 2007. Au passage de Dean, qui a endommagé une partie des structures hôtelières, et au tremblement de terre du 29 novembre, se sont ajoutées les inquiétudes suscitées par l'épidémie de dengue et la polémique autour des pesticides. Au final, la Martinique a accueilli 626 000 touristes, en recul annuel de 4,4 %. Elle attire à peine 2,8 % du nombre total de touristes de la zone Caraïbe (contre 4 % en 2006).

La fréquentation de la quasi-totalité des catégories de touristes s'est inscrite en recul : le nombre de croisiéristes chute ainsi fortement (de 25%), alors qu'il s'était stabilisé en 2006. Le nombre de touristes de séjour recule de 0,4 % à 501 500, mais reste légèrement supérieur au seuil symbolique des 500 000 visiteurs retrouvé en 2006. Le taux moyen d'occupation des hôtels accuse un repli de 0,4 point à 59,4 %, en dépit d'un premier semestre bien orienté, et la valeur ajoutée du secteur de l'hôtellerie-restauration baisse de 0,8 %, en partie en raison des promotions consenties au 2nd semestre pour attirer la clientèle.

Dans l'ensemble, la dépense touristique stagne en volume, et ne contribue pas à la croissance en 2007. L'activité passagers de l'aéroport de Martinique - Aimé Césaire a néanmoins progressé de 4 %. À l'exception de Port-au-Prince, la plupart des destinations ont connu une nette augmentation du nombre de passagers, comme San Juan (+47 %), Sainte-Lucie (+15 %) ou la Guadeloupe (+3,4 %).

### L'agriculture sinistrée

En 2007, le secteur primaire est celui qui a le plus souffert du passage du cyclone Dean. La valeur ajoutée de cette filière, déjà fragile, recule pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive : elle baisse de 25 %.

L'intégralité des champs de bananes a été dévastée : les pertes de récoltes sont évaluées

à 22 millions d'euros, et les expéditions annuelles passent de 217 000 tonnes à 133 000 tonnes.

Les exportations, qui avaient déjà diminué de plus de 20 % entre 2000 et 2006, et constituent l'essentiel des exportations agricoles de la Martinique, s'effondrent en 2007 (-77 %). La production maraîchère et fruitière a été détruite, et le secteur de la pêche et l'aquaculture durablement affecté. L'apport de subventions et indemnités au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre a toutefois permis d'amortir ces chocs au niveau des prix et des comptes d'exploitation des producteurs.

Le cyclone Dean étant intervenu à l'issue des récoltes, seule la filière canne-sucre, portée par des conditions climatiques favorables, a connu une campagne 2007 satisfaisante, avec 223 000 tonnes récoltées et une bonne teneur en sucre. La production de sucre a augmenté de 43 %, et retrouve son niveau de l'année 2000.

### Signaux encourageants pour l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à l'ANPE a baissé de 7,3 % en 2007 : la Martinique comptait 32 500 demandeurs de catégorie 1 en fin d'année. Cette baisse, engagée depuis 2005, est perceptible dans toutes les tranches d'âge, à l'exception des 50 ans et plus. Les demandeurs de moins de 25 ans, qui restent les plus touchés, sont 4,6 % de moins qu'en 2006. Le nombre de chômeurs de longue durée inscrits à l'ANPE (à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an), qui avait progressé de 2,6 % en 2006, chute de 14,2 % en 2007.

Le taux d'activité a augmenté de 0,6 point en 2007 : 2 300 personnes de 15 ans ou plus sont arrivées sur le marché du travail. Dans le même temps, le nombre d'emplois a augmenté de 4 800, ce qui a permis à 2 500 chômeurs de retrouver un travail. Le taux de chômage au sens du BIT se replie donc de 1,8 point par rapport à 2006, à 21,2 %.

Ce taux demeure plus élevé que celui observé en France métropolitaine à la même période (8,1 %) mais figure parmi les plus faibles des départements et collectivités d'Outre-mer.

## L'économie de la Martinique en 2007

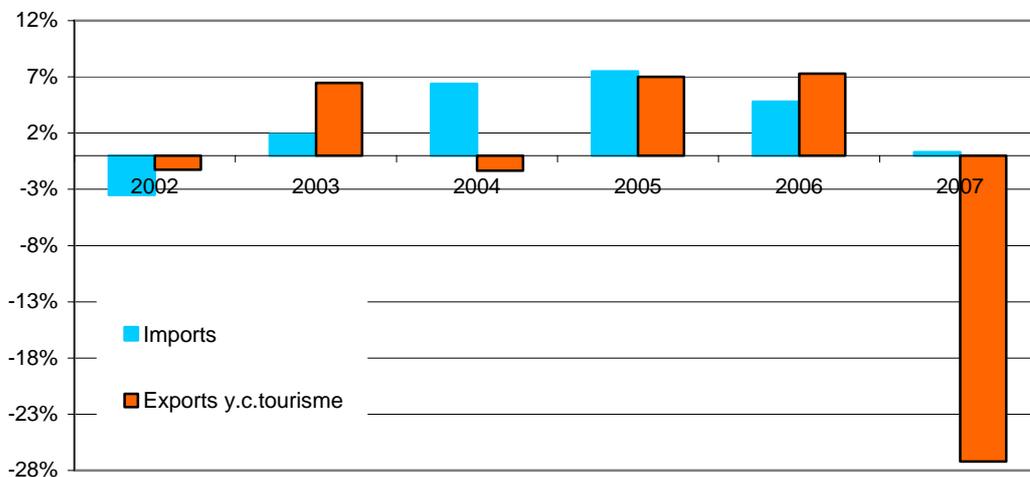
### Forte contraction du commerce extérieur

Dans ce contexte peu favorable, les mauvais résultats du commerce extérieur pèsent sur la croissance d'ensemble. La nette contraction du commerce extérieur, et en particulier la chute des exportations (-29 % en volume), ampute la croissance martiniquaise de 2 points. Première recette d'exportation, les expéditions d'hydrocarbures raffinés sont inférieures de près

d'un tiers à celles de 2006, en partie du fait de l'arrêt pour entretien quinquennal de la raffinerie. Les exportations agricoles, victimes du passage de l'ouragan Dean, subissent une forte baisse (-7 % en volume), en particulier le poste bananes. Le déficit commercial se dégrade encore, à 2,2 milliards d'euros (hors tourisme), et le taux de couverture des échanges, victime de ces évolutions atypiques, chute de 7 points, à 16 %, contre 22 % en 2006.

### Les exportations chutent

Évolution des échanges extérieurs en valeurs : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Martinique, ce modèle est construit avec 25 branches et 25 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

# L'économie de la Martinique en 2007

## Bibliographie

- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur [www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)
- « La Martinique en 2007 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2008 [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
- « L'année économique et sociale 2007 en Martinique », Antiane-Eco n°70, Insee – octobre 2008

## Les publications CEROM aux Antilles-Guyane

### Martinique

- « Entreprises de Martinique », juin 2007
- « L'investissement soutient toujours la croissance » - Comptes rapides 2006, septembre 2007
- « L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? » – juin 2005

### Guadeloupe

- « Léger rebond de la croissance » - Comptes rapides 2007, octobre 2008
- « Une économie en déficit ... d'image » – juin 2004

### Guyane

- « Guyane : un développement sous contraintes » – juin 2008
- « La croissance bute sur l'inflation » - Comptes rapides 2007, octobre 2008

### Les RUP

- « L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance ? », mars 2008



### Les entreprises de Martinique

Les entreprises martiniquaises sont-elles performantes ? L'étranglement de leurs marchés a-t-elle des conséquences sur le développement de leurs activités ? Comment font-elles face à la concurrence nationale ou internationale ? Quel est, en particulier, le comportement des très petites entreprises ? Ont-elles des difficultés de financement ou d'accès au crédit ?

Cet ouvrage apporte quelques éclairages sur ces questions et d'autres. Il a vocation à nourrir les principaux débats autour des entreprises martiniquaises.

Juin 2007, 80 p., 12€



### L'ultrapériphéricité définit-elle un modèle de croissance ?

L'insularité est-elle un déterminant de la dynamique de croissance des RUP ? Si les RUP partagent un même statut, leurs caractéristiques en termes de démographie, institutions et histoire économique montrent une grande hétérogénéité. Il n'y aurait pas un modèle de croissance spécifique à l'ultra-périphéricité.

Faut-il en déduire que leur croissance est autonome de celle de leurs métropoles ? Non, cette hétérogénéité s'explique davantage par les politiques économiques nationales, en particulier en matière d'emploi et de change.

Mars 2008, 122 p., 12€